

DECLARATION PUBLIQUE D'INTERETS (DPI)

Arrêté du 5 juillet 2012 portant fixation du document type de la déclaration publique d'intérêts mentionnée à l'article L. 1451-1 du code de la santé publique

Je soussigné(e) HENRIETTE DE VALK

Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme au sein duquel j'exerce mes fonctions ou de l'instance collégiale, de la commission, du conseil, du groupe de travail, dont je suis membre ou invité à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.

Je renseigne cette déclaration en qualité :

D'agent de Santé publique France

De membre ou conseil d'une instance collégiale, d'une commission, d'un comité ou d'un groupe de travail (veuillez préciser) au sein de Santé publique France

De personne invitée à apporter mon expertise à Santé publique France

Autre (préciser)

Je m'engage à actualiser ma DPI dès qu'une modification intervient concernant ces liens ou que de nouveaux liens sont noués, et au minimum annuellement même sans modification.

Il vous appartient, à réception de l'ordre de jour d'une réunion, de vérifier si les liens d'intérêts que vous avez déclarés ou qui pourraient apparaître de manière ponctuelle sont compatibles avec votre présence lors de tout ou partie de cette réunion et d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution, et le cas échéant le président de séance, si possible, avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, votre présence est en effet susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions prises ou les recommandations, références ou avis émis et d'entraîner l'annulation de la décision prise ou de celle qu'aura pu prendre l'administration au vu de cette délibération.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : dpi-support@santepubliquefrance.fr.

Le présent formulaire sera publié sur le site de l'institution ou des institutions mentionnées dans la déclaration et/ou sur le site du ministère chargé de la santé.

1. Votre activité principale

1.1 Votre activité principale exercée actuellement

Activité libérale

Autre (activité bénévole, retraité, ...)

Activité salariée

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début	Fin
Santé publique France	12 rue du Val d'Osne - 94415 Saint-Maurice	Responsable d'unité	05/2016	
InVS	12 rue du Val d'Osne - 94415 Saint-Maurice	Responsable d'unité	09/1996	

1.2 Vos activités exercées à titre principal au cours des 5 dernières années

A ne remplir que si différentes de celles remplies dans la rubrique 1.1

Activité libérale

Autre (activité bénévole, retraité, ...)

Activité salariée

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début	Fin
InVS	12 Rue du val D'Osne	Responsable d'unité	09/1996	

2. Vos activités exercées à titre secondaire

2.1 Vous participez ou vous avez participé à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Sont notamment concernés les établissements de santé, les entreprises et les organismes de conseil, les organismes professionnels (sociétés savantes, réseaux de santé, CNPS), les associations de patients.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Organisme (société, établissement, association)	Fonction occupée dans l'organisme	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
Institut de santé Publique, Belgique	membre du 'medical technical Advisory Board' (équivalent du Comité des CNR français)	Aucune		01/2009	

2.2 Vous exercez ou vous avez exercé une activité de consultant, de conseil ou d'expertise auprès d'un organisme entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Il peut s'agir notamment d'une activité de conseil ou de représentation, de la participation à un groupe de travail, d'une activité d'audit, de la rédaction d'articles ou de rapports d'expertise.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Organisme (société, établissement, association)	Fonction occupée dans l'organisme	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
ECDC	Membre du Network Coordination Committee Emerging and Vectorborne Diseases	Aucune		08/2014	
ECDC	Evaluation risque vectoriel à Malte	Aucune		10/2009	10/2009
ECDC	Analyse des risques, épidémie de West Nile Virus, Roumanie, 2010	Aucune		10/2010	10/2010
ECDC	Groupe d'expert risque vectoriel	Aucune		01/2010	12/2010
ECDC	Groupe d'expert fièvre Q	Aucune		01/2009	12/2009
Health Protection Agency Collindale et ECDC	test des outils pour l'analyse des menaces (threat assessment tools)	Aucune		05/2011	05/2011
DGAI	Membre du copil des études évaluation socio-économique en appui de la décision	Aucune		01/2010	12/2010
ECDC	editorial advisor Eurosurveillance	Aucune		01/2002	
Robert Koch Institut	Participation groupe d'expert stratégie maladies infectieuses	Aucune		09/2012	09/2012
ECDC	participation à un groupe de travail West Nile virus	Aucune		01/2009	02/2012
EFSA ECDC	participation groupe d'expert surveillance et alerte zoonoses	Aucune		10/2012	
ECDC	Membre du groupe de coordination Food and Waterborne Diseases Network	Aucune		01/2006	12/2013
AFSSAPS-ANSM	membre du groupe d'experts Arbovirose et risque transfusionnel	Aucune		01/2008	
OMS WPRO	temporary advisor surveillance infections d'origine alimentaire dans la région WPRO	Aucune		02/2014	02/2014
Université d'Oslo	Evaluation d'une thèse de science ("opponent") sur les SHU pédiatriques	Au déclarant	1 023 €	07/2016	09/2016

2.3 Vous participez ou vous avez participé à des travaux scientifiques et études pour des organismes publics et/ou privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France.

Doivent être mentionnées les participations à des travaux scientifiques, notamment la réalisation d'essais ou d'études cliniques ou pré-cliniques, d'études épidémiologiques, d'études médico-économiques, d'études observationnelles sur les pratiques et prescriptions, etc.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Organisme (société, établissement, association)	Domaine et Type de travaux	Nom du produit de santé ou du sujet traité	Essais ou études cliniques ou précliniques	Type d'étude	Votre rôle	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
ECDC et université d'Utrecht (Pays Bas)	Risque transfusionnel - Test d'outil pour évaluer le risque transfusionnel	transfusion	Non	Etude monocentrique	Autre (préciser) : conseil, expertise, test	Au déclarant	1 000 €	04/2011	04/2011
Anses	infections d'origine alimentaire - Etude MedVetnet sur le poids des infections d'origine alimentaire	infections alimentaires	Non		Autre (préciser) : données et expertise	Aucune		01/2006	12/2009

2.4 Vous avez rédigé un article, intervenez ou êtes intervenu dans des congrès, conférences, colloques, réunions publiques diverses ou formations organisés ou soutenus financièrement par des entreprises ou organismes privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Entreprise ou organisme invitant (société, association)	Lieu et intitulé de la réunion	Sujet de l'intervention / Nom du produit visé	Prise en charge des frais de déplacement	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
ECDC	Stockholm - Congrès ESCAID: chaque année	surveillance maladies infectieuses, investigation d'épidémies	Oui	Aucune		11/2007	11/2016
SciencesPo Les Presses	-	Article 'Alimentation et risques infectieux: enjeux et stratégies pour limiter l'impact sur la santé		Au déclarant	250 €	11/2015	11/2015
Comité scientifique ISOPOL 2016	Institut Pasteur - Congrès ISOPOL 2016 (listériose)	Invited speaker Epidemiologie Listériose en France	Non	Aucune		06/2016	06/2016
Association d'études de l'épidémiologie des maladies animales	Ecole vétérinaire Maison Alfort - Journée épidémiologie d'intervention	épidémie à STEC O104 liée aux graines germées	Non	Aucune		03/2016	03/2016
Institut Pasteur/ENVA/Anses	Paris - Formation zoonoses	cours zoonoses	Non	Aucune		03/2010	03/2010
Institut pasteur	paris - Surveillance et alerte	Cours RSI	Non	Au déclarant	120 €	03/2009	03/2011
INMA	Tours - zoonoses liés à la filière porcine	infections d'origine alimentaire liées au porc	Oui	Aucune		06/2009	06/2009
INMA	Tours - Symposium Fièvre Q	Epidémiologie fièvre Q humaine	Oui	Aucune		09/2012	09/2012
Royal Tropical Institut Amsterdam	Amsterdam - Formation surveillance	Règlement Sanitaire international; surveillance	Oui	Au déclarant	400 €	01/2010	01/2010
ESCMID université de Grenoble	Grenoble - Formation européenne zoonoses	arboviroses	Oui	Aucune		10/2009	10/2009
Académie National de médecine-Académie de médecine vétérinaire	Paris - Infections d'origine alimentaire	Infections alimentaires humaines	Non	Aucune		11/2012	11/2012
ENVA/Paris XI, Paris XII, CIRAD, Master 2	Maison Alfort - Formation zoonoses	Infections d'origine alimentaire	Non	Aucune		01/2008	02/2009
Ecole des hautes études en santé publique	Rennes - Formation	Sujets à risque, infections d'origine alimentaires	Oui	Au déclarant	120 €	05/2009	
Public Health England	York - 5 Nations Conference Public Health	Chikungunya épidémie dans les DFA et surveillanc en Europe	Oui	Aucune		05/2014	05/2014

2.5 Vous êtes inventeur et/ou détenteur d'un brevet ou d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non brevetée en relation avec le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

3. Activités que vous dirigez ou avez dirigées et qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Le type de versement peut prendre la forme de subventions ou contrats pour études ou recherches, bourses ou parrainage, versements en nature ou numéraires, matériels, taxes d'apprentissage.

Sont notamment concernés les présidents, trésoriers et membres des bureaux et conseils d'administration.

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

4. Participations financières dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Tout intérêt financier : valeurs mobilières cotées ou non, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou d'autres avoirs financiers en fonds propres ; doivent être déclarés les intérêts dans une entreprise ou un secteur concerné, une de ses filiales ou une société dont elle détient une partie du capital dans la limite de votre connaissance immédiate et attendue. Il est demandé d'indiquer le nom de l'établissement, entreprise ou organisme, le type et la qualité des valeurs ou pourcentage du capital détenu.

(Les fonds d'investissement en produits collectifs de type SICAV ou FCP - dont la personne ne contrôle ni la gestion, ni la composition - sont exclus de la déclaration).

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

5. Proches parents salariés et/ou possédant des intérêts financiers dans toute structure, dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Les personnes concernées sont :

- *le conjoint [époux (se) ou concubin(e) ou pacsé(e)], parents (père et mère) et enfants de ce dernier*
- *les enfants*
- *les parents (père et mère)*

Cette rubrique doit être renseignée si le déclarant a connaissance des activités de ses proches parents.

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

6. Autres liens d'intérêts que vous considérez devoir être portés à la connaissance de Santé publique France

Si besoin, au vu des précisions apportées par l'organisme au présent document-type.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Élément ou fait concerné	Commentaires	Somme perçue	Début	Fin
Co- rédaction d'un livre 'Infectious disease surveillance' édition 1 et 2; Wiley scientific publishing	Rémunération de quelques centaines de livres sterling étalés sur 7 ans (somme inférieure aux frais)		2005	2012
Co rédaction d'un livre 'Infectious Disease Surveillance' edition 2	Droits d'auteur d'environ 200 euros par an	200 €	2012	

7. Si vous n'avez renseigné aucun item après le 1, cochez la case et signez en dernière page

Je n'ai renseigné aucun item après la section 1.

Article L. 1454-2 du code de la santé publique

« Est puni de 30 000 euros d'amende le fait pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration ».

Fait à St Maurice
Le 21/04/2017



Signature obligatoire
(mention non rendue publique)

Les informations recueillies seront informatisées et votre déclaration (à l'exception des informations relatives aux montants déclarés et à l'identité des proches) sera publiée sur le site internet de Santé publique France. Santé publique France est responsable du traitement ayant pour finalité la prévention des conflits d'intérêts en confrontant les liens déclarés aux objectifs de la mission envisagée au sein de Santé publique France.

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un méil à l'adresse suivante : dpi-support@santepubliquefrance.fr